



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 26-28 février 2024

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 1er février 2024	WFP/EB.1/2024/6-B/1*
Original: anglais	Questions opérationnelles
* Nouvelle parution pour raisons techniques le 21 février 2024	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées en vertu de délégations de pouvoirs entre le 1er juillet et le 31 décembre 2023

1. Lors des consultations informelles organisées en amont de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions de plans stratégiques de pays (PSP) et de PSP provisoires (PSPP) ainsi que des augmentations budgétaires correspondantes que la Directrice exécutive avait approuvées en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, y compris celles qu'elle avait approuvées conjointement avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹ et celles qui avaient été approuvées par des directeurs régionaux ou des directeurs de pays.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à la première session ordinaire de 2020, les pouvoirs délégués à la Directrice exécutive pour ce qui est de l'approbation de modifications comprennent les suivants²:
 - a) la révision des opérations d'urgence limitées ou révision liée à une situation d'urgence d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation budgétaire supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Point sur la feuille de route intégrée (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1), par. 105 à 112.

² Point sur la feuille de route intégrée: Propositions relatives aux délégations de pouvoirs et autres modalités de gouvernance (WFP/EB.1/2020/4-A/1/Rev.2).

Coordonnateurs responsables:

M. C. Skau
Directeur exécutif adjoint et
Directeur de l'Administration générale
Département de la gestion des opérations
courriel: carl.skau@wfp.org

M. D. Bulman
Directeur adjoint
Unité d'appui à la gestion des opérations
courriel: david.bulman@wfp.org

- b) l'élargissement de la portée d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante ne dépasse pas 15 pour cent du budget global en cours dans le cas d'un PSP ou d'un PSPP;
 - c) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - d) l'ajout à un PSP, à un PSPP ou à un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte lorsque celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique;
 - e) les révisions relatives à des activités de prestation de services³.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, à des PSPP et à des PSPP-T approuvées entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2023, telles qu'elles sont récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 32 révisions ont été approuvées. Six d'entre elles l'ont été par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO; trois ont été approuvées uniquement par la Directrice exécutive; seize ont été approuvées par des directeurs régionaux et sept, par des directeurs de pays. Pour le PAM, le coût total de ces révisions s'élève à 7,8 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO

5. **La huitième révision du PSP pour l'Afghanistan (2018–2025)** permet de prolonger le PSP de 24 mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Cadre stratégique des Nations Unies relatif à l'Afghanistan. Malgré les signes indiquant une stabilisation de l'économie à la suite de l'intensification considérable de l'assistance humanitaire, la situation dans le pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition demeure gravement préoccupante. L'analyse d'avril 2023 fondée sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) laisse prévoir que 35 pour cent de la population seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë. De plus, selon les estimations les plus récentes du module de la nutrition pour l'Afghanistan, plus de 4,8 millions de femmes et d'enfants devraient souffrir de malnutrition aiguë en 2024. La révision donne au PAM la flexibilité supplémentaire dont il a besoin pour faire face à l'évolution des besoins et des circonstances en intensifiant son intervention d'assistance alimentaire générale d'urgence dans les lieux prioritaires particulièrement vulnérables et en complétant cette intervention par une augmentation des transferts de type monétaire. En outre, le PAM met en place un mécanisme de transfert fondé sur des filets de sécurité, qui est conçu pour améliorer l'apport nutritionnel des populations vulnérables à cet égard et renforcer leur résilience face aux chocs. La révision doit permettre de venir en aide à 1 726 262 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 30 857 462 personnes pour un coût de 3,77 milliards de dollars.

³ Dans tous les scénarios mentionnés plus haut, les pouvoirs délégués à la Directrice exécutive peuvent être subdélégués à des directeurs régionaux et à des directeurs de pays lorsque les augmentations sont inférieures à 30 millions de dollars et à 10 millions de dollars (dans le cas de révisions liées à une situation d'urgence ou de révisions relatives à des activités de prestation de services) ou inférieures à 15 pour cent et à 10 pour cent du budget global du PSP ou du PSPP (dans le cas de révisions non liées à une situation d'urgence ou de révisions du PSP ou du PSPP intégralement financées par le pays hôte).

6. **La première révision du PSPP pour la République arabe syrienne (2022–2025)** permet de prolonger le PSPP de 24 mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Cadre stratégique des Nations Unies relatif à la République arabe syrienne. De multiples crises ont exacerbé l'insécurité alimentaire dans le pays, rendant particulièrement difficile l'accès à une alimentation suffisante. Lors de l'évaluation annuelle de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence qu'il a réalisée en 2022, le PAM a constaté que 12,1 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire et que 2,9 millions de personnes supplémentaires risquaient de l'être à leur tour. Parallèlement, les perspectives du PAM en matière de mobilisation de ressources ne cessent de décliner, ce qui contraint à réduire le nombre de bénéficiaires ciblés par l'assistance alimentaire générale. Au titre de la révision, le PAM souhaite intensifier l'utilisation des transferts de type monétaire, augmenter le nombre de bénéficiaires des activités de repas scolaires et transposer à plus grande échelle les activités de traitement de la malnutrition. La révision doit permettre de venir en aide à 1 037 351 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 10 982 101 personnes pour un coût de 2,01 milliards de dollars.
7. **La sixième révision du PSP pour le Soudan (2019–2024)** permet de prolonger le PSP de 12 mois afin de l'harmoniser avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, lequel a lui-même été prolongé en raison de la situation sur le plan politique et en matière de sécurité régnant dans le pays. La situation humanitaire au Soudan continue à s'aggraver en raison d'une instabilité permanente ayant entraîné le déplacement de 4,6 millions de personnes. Le rapport sur l'IPC du mois d'août fait apparaître que 20,3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC), ce qui représente une hausse de 73 pour cent par rapport à la même période en 2022. Compte tenu de l'augmentation des besoins, le PAM intensifiera l'assistance alimentaire générale dans les lieux particulièrement touchés par la faim et accroîtra progressivement les transferts de type monétaire dans les États de l'Est, au Darfour et à Khartoum. Le développement de l'alimentation scolaire utilisant la production locale se poursuivra en 2024 avec le ciblage des écoliers et des enseignants des écoles maternelles et primaires, et la distribution de semences et d'engrais et la conduite d'activités visant à limiter les pertes après-récolte viendront soutenir les petits exploitants dans cinq États du Soudan oriental. La révision doit permettre de venir en aide à 4 367 821 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 15 631 027 personnes pour un coût de 730,6 millions de dollars.
8. **La troisième révision du PSP pour le Tchad (2019–2024)** vise à prolonger le PSP de deux mois afin d'en faire coïncider l'échéance avec celle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Cette révision prévoit: la fourniture d'une assistance alimentaire générale saisonnière à dimension nutritionnelle pour lutter contre la dégradation des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition des filles et des femmes enceintes ou allaitantes; la transposition à plus grande échelle des activités d'alimentation scolaire d'urgence; l'augmentation du nombre de personnes recevant des transferts de type monétaire dans les zones où les marchés fonctionnent convenablement; et l'élargissement de l'appui en faveur des aidants en réponse à la multiplication des besoins au sein des populations touchées par la malnutrition aiguë modérée. La révision doit permettre de venir en aide à 1 695 056 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 3 996 367 personnes pour un coût de 326,9 millions de dollars.

9. **La première révision du PSPP-T pour l'Ukraine (2023-2024)** permet de prolonger le PSPP-T de six mois et d'apporter les améliorations opérationnelles et stratégiques nécessaires pour adapter les opérations du PAM à l'évolution permanente de la situation en Ukraine. D'après la version préliminaire de l'aperçu des besoins humanitaires de 2024, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Ukraine devrait décroître pour passer de 11,3 millions en 2023 à 7,3 millions en 2024. Cette révision budgétaire permettra de réduire le nombre de bénéficiaires ciblés par l'assistance alimentaire d'urgence, tout en fournissant en priorité aux communautés les plus vulnérables qui résident à proximité des lignes de front une assistance croissante sous forme de prestations sociales. Compte tenu de l'importance du secteur agricole en Ukraine, le PAM remettra en état et restaurera les terres contaminées et les actifs productifs des ménages ruraux vulnérables, en partenariat avec la FAO. Sur la base des informations dégagées lors des consultations menées auprès des communautés, le PAM entend modifier le ciblage de son assistance monétaire à usages multiples et réviser l'assortiment alimentaire fourni au titre de l'assistance alimentaire générale afin d'aider plus efficacement les populations touchées par une vulnérabilité croissante. La révision permet de réduire de 101 200 bénéficiaires le nombre total de bénéficiaires pour ramener celui-ci à 4 800 000 personnes et son coût s'établit à 175,0 millions de dollars.
10. **La huitième révision du PSP pour l'Ouganda (2018-2025)** permet d'apporter des améliorations au programme du PAM de manière à mieux l'adapter à l'environnement opérationnel en constante évolution. L'Ouganda continue d'accueillir plus de réfugiés qu'aucun autre pays africain puisqu'il héberge plus de 1,5 million de réfugiés provenant du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, de la Somalie et du Soudan du Sud. Cette révision comprend une prolongation de la durée de l'assistance fournie aux réfugiés nouvellement arrivés, qui reçoivent des rations entières au titre de l'assistance alimentaire générale pendant trois à six mois. Elle prévoit également un ajustement de la valeur des transferts de type monétaire, compte tenu de l'inflation croissante et en conséquence, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, afin que l'apport nutritionnel assuré aux réfugiés demeure acceptable. La qualité de l'assistance nutritionnelle devrait s'améliorer grâce à la distribution d'aliments nutritifs spécialisés comme le Super Cereal Plus et les suppléments nutritionnels prêts à consommer dans le cadre du traitement et de la prévention de la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et les femmes enceintes ou allaitantes. La prestation de services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement à l'intention des partenaires sera développée selon le principe du recouvrement intégral des coûts. La révision permet de réduire de 368 740 bénéficiaires le nombre total de bénéficiaires pour ramener celui-ci à 2 852 482 personnes et son coût s'établit à 115,6 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par la Directrice exécutive

11. **La cinquième révision du PSP pour le Guatemala (2021–2025)** permet de prolonger le PSP de 12 mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et de donner au nouveau Gouvernement – qui devrait prendre le pouvoir en 2024 – la possibilité de participer à la conception du prochain PSP. Dans le cadre de la révision, le PAM entend accroître le nombre de bénéficiaires recevant des transferts de type monétaire dans les situations d'urgence; introduire la distribution de lait comme une modalité de transfert pour renforcer le programme national de repas scolaires; étoffer le portefeuille d'activités relatives à la résilience et consolider les liens avec la nutrition, les repas scolaires et la préparation aux situations d'urgence; accroître la protection sociale au profit des jeunes vulnérables résidant en milieu urbain; et donner un coup de fouet au renforcement des capacités des pouvoirs publics en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. La révision doit permettre de venir en aide à 950 893 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 106 397 personnes pour un coût de 116,3 millions de dollars.
12. **La cinquième révision du PSP pour le Nicaragua (2021–2024)** permet de prolonger le PSP de six mois afin d'optimiser l'harmonisation avec les projets pluriannuels financés par l'Union européenne et le Canada, dont l'achèvement est attendu au premier semestre de 2024. La révision consiste à mettre en place un appui en faveur des pratiques agricoles résilientes face aux aléas climatiques en mettant l'accent sur la conservation et la restauration des forêts dans le couloir de la sécheresse. Une assistance technique sera fournie pour renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de gestion des risques de catastrophes, et les systèmes de protection sociale réactifs face aux chocs bénéficieront d'un soutien sous la forme de l'apport d'une assistance alimentaire générale et de la distribution de rations à emporter pour 15 jours dans le cadre du programme national de repas scolaires. La révision doit permettre de venir en aide à 91 886 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 1 067 118 personnes pour un coût de 19,6 millions de dollars.
13. **La première révision du PSP pour le Pakistan (2023–2027)** vise à compléter les efforts déployés par le Gouvernement pour faire face aux crises et à fournir une assistance vitale aux populations touchées par les inondations. En 2022, les inondations au Pakistan s'étaient soldées par 1 700 victimes, des déplacements massifs de populations et des dommages estimés à 14,9 milliards de dollars. La catastrophe a fait basculer 9 millions de personnes dans la pauvreté, et la population en situation d'insécurité alimentaire a augmenté, passant de 7 millions à 14,6 millions de personnes dans les districts concernés. Face à ces défis, le PAM s'attachera principalement à remettre en état les infrastructures de base qui contribuent à améliorer la résilience face aux chocs et aux dangers récurrents, notamment les digues de protection contre les inondations, les barrages de retenue et les voies de circulation dans toutes les zones touchées par des inondations dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan, du Punjab et du Khyber Pakhtunkhwa. Pour appuyer un peu plus le relèvement, la révision prévoit l'apport d'une assistance alimentaire générale aux populations touchées par les inondations en situation de forte insécurité alimentaire, et la fourniture de transferts de type monétaire aux femmes enceintes ou allaitantes se trouvant dans les zones touchées. En outre, fort de son savoir-faire dans le domaine des chaînes d'approvisionnement, le PAM améliorera l'apport d'assistance humanitaire par les pouvoirs publics et les partenaires, en proposant des services à la demande liés à l'achat d'articles non alimentaires, à l'ingénierie et à la logistique, qu'il fournira sur la base du principe du recouvrement intégral des coûts. La révision doit permettre de venir en aide à

529 350 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 7 593 550 personnes pour un coût de 6,5 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

14. **La sixième révision du PSP pour le Mali (2020–2024)** vise à aider les populations vulnérables touchées par la détérioration de la situation économique et de la sécurité alimentaire au Mali. L'analyse fondée sur Cadre harmonisé réalisée en mars 2023 faisait apparaître que plus de 4 millions de personnes risquaient d'être touchées par une insécurité alimentaire grave, et l'aperçu des besoins humanitaires de 2023 indiquait que 8,8 millions de personnes avaient besoin d'une assistance, ce qui représentait une hausse de 17 pour cent par rapport à 2022. Dans le cadre de la révision budgétaire, le PAM intensifiera son appui en faveur de l'amélioration de la résilience des ménages vulnérables grâce à la conduite d'activités contribuant à la création d'actifs communautaires et au renforcement des systèmes alimentaires. L'assistance alimentaire générale d'urgence en faveur des personnes les plus vulnérables continuera d'être une priorité, essentiellement dans les régions du nord et du centre touchées par la crise (Menaka, Gao, Tombouctou et Koro). Le PAM prévoit aussi de fournir une assistance technique au Gouvernement concernant ses systèmes de protection sociale en vue de réduire les besoins humanitaires sur le long terme. La révision doit permettre de venir en aide à 705 676 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 12 122 672 personnes pour un coût de 162,5 millions de dollars
15. **La quatrième révision du PSP pour l'Iraq (2020–2024)** permet d'apporter des améliorations opérationnelles au PSP en accord avec les priorités nationales du Gouvernement, en mettant l'accent sur la poursuite de la mise en place de solutions durables à l'intention des populations vulnérables. En réponse à une demande du Gouvernement, le PAM continuera de fournir une assistance alimentaire générale à un certain nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays jusqu'à l'insertion de celles-ci dans le programme national de filets de sécurité. La formation professionnelle et les interventions qui favorisent l'aptitude à l'emploi, l'entrepreneuriat et l'accès aux financements seront étendues à deux gouvernorats supplémentaires, l'accent étant mis sur les jeunes vulnérables issus des communautés de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des communautés hôtes et d'autres populations touchées par des crises. Sur la base des informations tirées des évaluations de la vulnérabilité, les activités d'adaptation aux aléas climatiques seront transposées à plus grande échelle afin d'améliorer la résilience des communautés. La couverture des activités d'alimentation scolaire continuera de s'élargir en 2024 avant le passage à un programme pris en main par le pays, le PAM jouant éventuellement un rôle d'assistance technique. La révision doit permettre de venir en aide à 415 718 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 397 438 personnes pour un coût de 100,2 millions de dollars.
16. **La troisième révision du PSP pour le Libéria (2019–2026)** permet de prolonger le PSP de 26 mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le plan de développement national et d'affiner les programmes du PAM de manière à ce qu'ils soient davantage en prise sur les réalités du terrain. En août 2022, le PAM et ses partenaires ont conduit à l'échelle du pays une évaluation rapide de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence, de la nutrition et des marchés, qui a montré que 47 pour cent des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire. L'enquête a également fait apparaître que le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans atteignait 26,6 pour cent dans le comté de Montserrado. La révision permet d'accroître le nombre d'écoliers du primaire bénéficiant d'une assistance dans le cadre d'activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale fondées sur l'utilisation de transferts de type monétaire, tout en réduisant progressivement l'assistance

alimentaire générale. De plus, des bons-valeurs commenceront à être distribués afin d'élargir les activités relatives à la résilience et les activités d'assistance d'urgence à l'intention des ménages en situation d'insécurité alimentaire. La révision doit permettre de venir en aide à 5 000 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 462 180 personnes pour un coût de 34,8 millions de dollars.

17. **La troisième révision du PSPP pour la République populaire démocratique de Corée (2019–2024)** vise à prolonger le PSPP de 12 mois et à permettre ainsi au PAM d'être prêt à reprendre ses opérations rapidement et efficacement dès le retour du personnel international dans le pays. La République populaire démocratique de Corée a fermé ses frontières aux biens et aux personnes en février 2020 dans le cadre de sa stratégie de prévention de la diffusion de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les derniers membres du personnel international du PAM et des organismes des Nations Unies ont quitté le pays en mars 2021. Le PAM n'a pas été en mesure de conduire une évaluation de la sécurité alimentaire depuis 2020, ni d'assurer un suivi sur le terrain depuis 2021. Dès que l'accès au terrain sera autorisé, le PAM et la FAO prévoient de conduire une évaluation de la sécurité alimentaire afin d'analyser les incidences des mesures relatives à la pandémie de COVID-19 et des catastrophes naturelles sur les ménages vulnérables. Le PSPP continuera de cibler 60 comtés dans neuf provinces exposées aux catastrophes naturelles, à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition. De plus, un appui technique sera fourni pour renforcer les capacités du Gouvernement en matière de production et d'enrichissement des aliments à l'échelon local et de réduction des risques de catastrophe à l'appui du renforcement de la résilience des communautés. La révision doit permettre de venir en aide à 803 134 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 5 222 724 personnes pour un coût de 32,7 millions de dollars.
18. **La première révision du PSP pour Sri Lanka (2023–2027)** constitue une riposte à la grave crise économique qui a entraîné une dégradation des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition à Sri Lanka. Il est ressorti de la mission d'évaluation des cultures et de la sécurité alimentaire menée en 2023 que 3,9 millions de personnes (17 pour cent de la population) vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. L'inflation continue à freiner l'accès à l'alimentation et la proportion de ménages qui adoptent des stratégies de survie néfastes a considérablement augmenté, mettant en péril la productivité et la résilience à l'avenir. Cette révision permet d'intensifier pendant trois mois l'assistance alimentaire générale fournie dans des districts touchés par une forte insécurité alimentaire (Nuwara, Eliya et Vavuniya). En même temps, une assistance alimentaire générale combinée à des transferts de type monétaire sera fournie dans certains districts touchés par une insécurité alimentaire modérée (Jaffna, Mullaitivu, Batticaloa, Mannar et Kilinochchi) et sera accompagnée d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Un appui et une assistance technique concernant l'achat d'aliments spécialisés seront assurés en vue d'améliorer la qualité du *Thripasha*, un aliment enrichi à base de maïs, et de renforcer le programme national de repas scolaires. La révision doit permettre de venir en aide à 700 000 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 3 452 765 personnes pour un coût de 30 millions de dollars.
19. **La cinquième révision du PSP pour Madagascar (2019–2024)** permet de prolonger le PSP de deux mois jusqu'à la fin du mois de février 2024, c'est-à-dire jusqu'au moment où le PSP suivant sera soumis au Conseil d'administration pour approbation. Le nouveau PSP débutera le 1er mars 2024. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et son coût s'établit à 27,1 millions de dollars.

20. **La troisième révision du PSP pour le Sénégal (2019–2024)** permet de prolonger le PSP de six mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et de faire face à l'aggravation de la situation du pays en matière de sécurité alimentaire. Les résultats du Cadre harmonisé relatifs aux deux dernières années faisaient apparaître une augmentation régulière du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, qui est passé de 885 000 en 2022 à 1 263 288 en 2023. De plus, alors que l'on comptait quatre départements en crise en 2022, leur nombre atteignait neuf en 2023. L'envolée des prix des denrées alimentaires associée à l'inflation croissante laisse penser que la situation risque de se dégrader en 2024. C'est pourquoi, la révision vise à prévenir une nouvelle recrudescence de l'insécurité alimentaire grâce à l'apport d'une assistance alimentaire générale et de transferts de type monétaire à l'intention des populations touchées par des crises. L'appui en faveur des repas scolaires sera élargi au moyen de la création de cantines supplémentaires, afin d'améliorer l'apport nutritionnel des écoliers du cycle primaire. La révision doit permettre de venir en aide à 683 279 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 241 274 personnes pour un coût de 26,5 millions de dollars.
21. **La première révision du PSPP-T pour la République de Moldova (2022–2024)** permet de prolonger le PSPP-T de six mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan régional d'aide aux réfugiés pour l'Ukraine. Dans le cadre de la révision, le PAM continuera de fournir une assistance différenciée aux réfugiés ukrainiens, aux ménages moldoves accueillant des réfugiés et aux ménages moldoves vulnérables. Les réfugiés arrivant à la frontière entre l'Ukraine et la République de Moldova recevront un bon-valeur ponctuel d'un montant de 7 dollars par personne et les réfugiés résidant dans des centres d'hébergement recevront des bons pour des repas chauds à raison de 10 dollars par personne et par jour. Les ménages moldoves accueillant des réfugiés recevront une assistance monétaire à usages multiples d'une valeur de 40 dollars par personne et par mois, et les ménages moldoves les plus vulnérables recevront également une assistance monétaire à usages multiples d'une valeur de 36 dollars par ménage et par mois. La révision doit permettre de venir en aide à 31 200 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 346 200 personnes pour un coût de 26,2 millions de dollars.
22. **La troisième révision du PSP pour la République du Congo (2019–2024)** vise l'accroissement de l'assistance d'urgence destinée aux populations particulièrement vulnérables résidant en République du Congo. Cette révision doit permettre de répondre aux besoins immédiats des réfugiés et des demandeurs d'asile provenant de la République démocratique du Congo, grâce à une assistance alimentaire générale associée, dans la mesure du possible, à des transferts de type monétaire. Des programmes d'assistance alimentaire pour la création d'actifs seront aussi menés pour venir en aide aux populations touchées par des inondations. Ces programmes porteront sur la construction de digues et de drains afin de protéger la production agricole et de renforcer la résilience. Face à la progression de la malnutrition dans les zones urbaines, le PAM fournira des aliments nutritifs spécialisés aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes de manière à éviter que leur état nutritionnel ne continue à se dégrader. La révision doit permettre de venir en aide à 171 003 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 958 218 personnes pour un coût de 21,1 millions de dollars.

23. **La première révision du PSP pour l'Équateur (2023–2027)** constitue une riposte à l'aggravation de la situation économique et sécuritaire et aux chocs liés au climat, qui ont contribué à accroître l'insécurité alimentaire. Une évaluation conduite à distance par le PAM en 2022 a fait apparaître que 2,4 millions d'Équatoriens étaient en situation d'insécurité alimentaire grave, avec des taux de retard de croissance s'établissant à 27 pour cent à l'échelle du pays et atteignant 30 pour cent dans les zones rurales chez les enfants de moins de 2 ans. Lors de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence qu'il a conduite en 2022, le PAM a constaté que 303 000 migrants et réfugiés étaient en situation d'insécurité alimentaire. De plus, le phénomène climatique El Niño a frappé la côte équatorienne au cours du deuxième semestre de 2023. Sur la base des résultats de l'évaluation, le PAM entend transposer à plus grande échelle les transferts de type monétaire d'urgence destinés aux migrants, aux réfugiés et aux personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par les changements climatiques. La révision doit permettre de venir en aide à 632 636 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 1 205 064 personnes pour un coût de 21 millions de dollars.
24. **La troisième révision du PSP pour Cuba (2021–2024)** vise à faire face à la dégradation de la situation socioéconomique à Cuba, qui exacerbe la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le pays traverse sa pire récession économique des trois dernières décennies. Les répercussions de l'ouragan Ian de septembre 2022, les effets résiduels de la COVID-19, principalement dans le secteur du tourisme, et l'envolée des prix sur les marchés internationaux ont donné lieu à un pic d'inflation pour la deuxième année consécutive, entraînant une érosion sensible du pouvoir d'achat. Face à une telle situation, le PAM prévoit, au titre de la révision, de distribuer des rations mensuelles de riz, de haricots et d'huile végétale à l'intention des enfants de moins de 5 ans et des personnes âgées, dans le cadre de programmes nationaux prioritaires de protection sociale ciblant la province de Pinar del Río et certaines municipalités des provinces d'Artemisa et de Mayabeque; de commencer à distribuer 3 kilogrammes de lait entier en poudre par mois à l'intention des enfants âgés de 12 à 24 mois afin de prévenir plus efficacement l'anémie dans la province de Pinar del Río. Sur le plan de la préparation aux situations d'urgence, des articles non alimentaires, comme des unités de stockage mobiles, des tentes familiales, des générateurs électriques, des lampes et des batteries, seront prépositionnés avant la prochaine saison des ouragans. La révision doit permettre de venir en aide à 563 901 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 2 680 007 personnes pour un coût de 19,1 millions de dollars.
25. **La première révision du plan stratégique multipays (PSMP) pour les Caraïbes (2022–2026)** est conçue pour renforcer les capacités nationales des pays visés par le plan stratégique multipays (PSMP) et les capacités des institutions pertinentes dans certains domaines techniques essentiels. Répondant à une demande formulée par les pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la révision permettra de renforcer les activités d'assistance technique dans les domaines suivants: protection sociale, gestion des risques de catastrophes, gestion financière, systèmes alimentaires et éducation, et ce, au profit de 1,5 million de bénéficiaires indirects dans l'ensemble de la région. Un appui sera également fourni pour compléter le pôle logistique régional caribéen et le centre d'excellence de la CARICOM, ce qui devrait contribuer à améliorer la coordination des interventions d'urgence. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires du PSMP et son coût s'établit à 8,2 millions de dollars.

26. **La quatrième révision du PSPP pour l'Angola (2020–2024)** permet de prolonger le PSPP de six mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'apporter des améliorations techniques pour faire face plus efficacement à la situation sur le terrain. Compte tenu des répercussions actuelles et prévues du phénomène climatique El Niño, en 2024, les précipitations sur la majeure partie de l'Afrique australe devraient être inférieures à la moyenne. Ces prévisions sont particulièrement préoccupantes s'agissant des zones touchées par la sécheresse situées dans le sud-ouest de l'Angola, qui recevront probablement des pluies insuffisantes durant le premier semestre de 2024. Dans le cadre de la révision, le PAM vise à renforcer la résilience des communautés touchées par la sécheresse, au moyen de programmes de création d'actifs et d'un appui aux moyens d'existence, et il mettra en place un système de supplémentation alimentaire ciblée à l'intention des filles et des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des femmes touchées par le VIH, le paludisme ou la tuberculose dans la municipalité de Cahama (province de Cunene) frappée par la sécheresse. La révision doit permettre de venir en aide à 7 300 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 572 600 personnes pour un coût de 6,1 millions de dollars.
27. **La deuxième révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2022–2027)** consiste à modifier le PSP de manière à améliorer sa cohérence avec le système public de prestations de services nutritionnels. En raison du ralentissement sensible des rapatriements volontaires de Burundais et d'un afflux inattendu de demandeurs d'asile congolais depuis mars 2023, le nombre de réfugiés dans les camps a augmenté régulièrement. La révision prévoit une amplification de l'assistance alimentaire générale pour faire face à une hausse modérée du nombre de réfugiés. En outre, plus aucun bénéficiaire de niveau 1 ne recevra d'assistance alimentaire générale ni de transfert de type monétaire au titre de l'effet direct stratégique 2. La fourniture directe de l'assistance par le PAM au titre de cet effet direct stratégique a été interrompue car le renforcement des services nutritionnels publics résultant de l'apport d'une assistance technique est considéré comme une approche plus durable et plus conforme aux priorités définies dernièrement dans le deuxième plan d'action multisectoriel national en matière de nutrition. La révision doit permettre de réduire de 192 704 bénéficiaires le nombre total de bénéficiaires de façon à ramener celui-ci à 1 504 232 personnes et son coût s'établit à 4,4 millions de dollars.
28. **La première révision du PSP pour l'Inde (2023–2027)** permettra au PAM d'appliquer les recommandations dégagées à l'issue de l'opération de restructuration des effectifs conduite en février 2023. La hausse des frais de personnel est imputable à une augmentation du nombre d'employés recrutés sur le plan national à l'appui de la mise en œuvre du nouveau PSP et à la conversion de contrats de services de longue durée en contrats de durée déterminée. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et son coût s'établit à 4,1 millions de dollars.
29. **La quatrième révision du PSP pour le Tchad (2019–2024)** permet d'apporter une série d'améliorations techniques au PSP en vue de surmonter la fragmentation des activités et de corriger les manques de coordination. La révision traduit les difficultés particulières auxquelles le PAM est confronté au Tchad et rend compte du fait qu'il doit être plus flexible face à un environnement opérationnel en rapide évolution. Le regroupement des activités suppose une réaffectation des fonds des donateurs ainsi que le recours à d'autres processus internes de refinancement pour assurer la conformité aux exigences des donateurs. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et son coût s'établit à 2,4 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

30. **La première révision du PSP pour le Togo (2022–2026)** permet de répondre aux besoins humanitaires plus importants suscités par la recrudescence de l'insécurité au Togo. La dégradation rapide de la situation en matière de sécurité et sur le plan politique au Burkina Faso voisin a poussé des milliers de ressortissants de ce pays à fuir au Togo, accroissant la détresse sociale des populations d'accueil déjà vulnérables de la région des Savanes. Selon une mission de sécurité menée par le PAM en novembre 2022 dans le nord du Togo, le nombre total de réfugiés pourrait atteindre 80 000 au cours de l'année 2023. Face à cette situation, la révision prévoit la fourniture d'une assistance alimentaire générale aux populations touchées par la crise et la mise en place d'activités génératrices de revenus à l'intention des jeunes vulnérables qui risquent de s'enrôler dans des groupes armés non étatiques. Pour élargir l'accès aux actifs productifs, des activités liées à la résilience et aux moyens d'existence seront menées, comme la récupération de l'eau, la plantation d'arbres et la remise en état des routes de desserte agricole. Des services à la demande seront proposés à plus grande échelle pour fournir des moyens d'acheminement aux centres africains de prévention et de contrôle des maladies, selon le principe du recouvrement intégral des coûts. La révision doit permettre de venir en aide à 125 000 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 389 215 personnes pour un coût de 12,7 millions de dollars.
31. **La deuxième révision du PSP pour la Türkiye (2023–2025)** permet au PAM de collaborer avec le Gouvernement après le séisme de février 2023, qui a perturbé les entreprises et les chaînes d'approvisionnement, provoquant une accélération de l'inflation et la fermeture de microentreprises et de petites et moyennes entreprises. Cette situation a entraîné par la suite une réduction du pouvoir d'achat au sein des populations touchées par la crise et a favorisé une recrudescence notable de la pauvreté. Au titre de cette révision, les réfugiés vivant dans les zones frappées par le séisme participeront en priorité aux activités de redressement des filières. Les bénéficiaires seront des acteurs des filières locales, qui profiteront de la remise en état des moyens de production et recevront des transferts directs en échange de leur participation à certains travaux essentiels pour les systèmes alimentaires, comme les travaux agricoles. Adoptant une approche intégrée du relèvement des marchés et de la relance des filières locales, le PAM ciblera les groupes qui n'ont pas eu les moyens de remettre leurs entreprises sur pied après le séisme et il accordera la priorité aux groupes les plus marginalisés comme les entreprises dirigées par une femme, des personnes handicapées ou des réfugiés. La révision doit permettre de venir en aide à 3 600 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 895 838 personnes pour un coût de 10,1 millions de dollars.
32. **La première révision du PSP pour la République kirghize (2023–2027)** permet d'adapter les programmes menés par le PAM en République kirghize afin qu'ils s'attaquent plus efficacement aux problèmes interdépendants que sont l'insécurité alimentaire, les changements climatiques et la pauvreté. Le déficit croissant en ressources en eau observé au cours des étés de 2022 et 2023 a favorisé l'inflation et, en conséquence, la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que la pauvreté. Au titre de cette révision, le PAM soutiendra les programmes en cours axés sur le marché du travail, y compris le projet de contrat social qu'il pilote, en renforçant le ciblage et le suivi au sein du système national. La préparation aux situations d'urgence sera améliorée grâce à la modification de la composition de l'assortiment alimentaire d'urgence et notamment à l'ajout de nouveaux produits. Les activités relatives aux systèmes alimentaires seront adaptées dans le cadre de l'apport d'une assistance technique et le prépositionnement sera renforcé pour permettre au pays de mieux supporter les chocs à l'avenir. La révision doit permettre de réduire de

124 000 bénéficiaires le nombre total de bénéficiaires de façon à ramener celui-ci à 1 306 800 personnes et son coût s'établit à 9,2 millions de dollars.

33. **La première révision du PSP pour le Timor-Leste (2023–2025)** a pour objectif de renforcer la capacité des pouvoirs publics à répondre aux besoins des ménages en situation d'insécurité alimentaire qui sont touchés par la sécheresse imputable au phénomène climatique El Niño. Dans l'analyse fondée sur l'IPC de 2023 relative au Timor-Leste, il est prévu que 27 pour cent de la population soient en phase 3 ou plus de l'IPC entre mai et septembre 2024. La dynamique associée au phénomène El Niño a des répercussions sur les marchés nationaux et l'offre de produits alimentaires en quantité suffisante et à des prix abordables. Les récoltes au Timor-Leste risquent d'être mauvaises en 2023 et en 2024 en raison des précipitations inférieures à la moyenne liées au phénomène El Niño, et il est probable que les prix du riz s'envolent au-delà des niveaux actuels, avec des effets disproportionnés sur les personnes les plus pauvres. La révision vise à améliorer les capacités des pouvoirs publics en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise dans le domaine de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment en lien avec le transport, l'entreposage, la gestion des produits et les pratiques optimales au regard des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments. De plus, une assistance alimentaire générale continuera d'être fournie aux personnes les plus vulnérables et des aliments nutritifs spécialisés commenceront à être distribués aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes afin de combler les lacunes de l'intervention menée par le Gouvernement. La révision doit permettre de venir en aide à 10 241 bénéficiaires supplémentaires de façon à porter le nombre total de bénéficiaires à 108 593 personnes pour un coût de 2,1 millions de dollars.
34. **La première révision du PSP pour la Libye (2023–2025)** permet d'améliorer la qualité de l'intervention humanitaire globale en Libye grâce aux services assurés par le PAM. En septembre 2023, le nord-est du pays a été frappé par la tempête Daniel, qui a provoqué des pluies torrentielles et de graves inondations, largement dévasté les infrastructures communautaires et mis à mal les réseaux de télécommunication. Quelque 884 000 personnes ont été directement touchées dans cinq provinces. La révision appuiera la fourniture de services de télécommunications d'urgence, qui comprendront notamment des canaux de communication sécurisés, des services liés à la connectivité des données et une assistance technique. Le PAM fournira aussi un soutien spécialisé à la coordination interinstitutions et à la gestion de l'information, qui revêtent une importance critique pour la poursuite des opérations visant à sauver des vies en Libye. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et son coût s'établit à 1,3 million de dollars.
35. **La première révision du PSP pour le Bhoutan (2019–2024)** permet de prolonger le PSP de deux mois afin de l'harmoniser avec le cycle le plus récent du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et de prendre en compte de nouvelles contributions. Au titre de cette révision, de nouveaux projets seront lancés pour améliorer la production agricole des petits exploitants et, par ailleurs, les capacités de l'organisme national chargé de la gestion des catastrophes seront renforcées dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise. La révision ne comporte pas d'augmentation du nombre de bénéficiaires et son coût s'établit à 590 673 dollars.

36. **La dixième révision du PSP pour les Philippines (2018-2024)** consiste à prolonger les opérations de deux mois pour faire concorder le prochain PSP pour les Philippines avec le cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Cette révision appuie la poursuite des activités planifiées, notamment: l'assistance alimentaire générale; le projet pilote d'action anticipée, qui prévoit une assistance sous la forme de transferts de type monétaire dans les zones où le risque de typhon est très élevé; les activités présentées dans la feuille de route nationale relative à l'enrichissement du riz; et l'étude de référence sur la vulnérabilité, la perception du risque et les capacités de résilience des ménages sur quatre sites de projet exposés aux chocs. Le renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux sera maintenu dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence, de l'action climatique, de l'appui logistique et des télécommunications d'urgence. La révision vise à augmenter de 13 840 personnes le nombre de bénéficiaires pour porter ce nombre à 1 461 760 personnes au total, sans coût supplémentaire.

ANNEXE

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2023¹					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO					
Afghanistan	Plan stratégique de pays (2018–2025)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	6 051 883 342	3 768 611 973	9 820 495 314
République arabe syrienne	Plan stratégique de pays provisoire (2022–2025)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	2 865 679 705	2 008 158 952	4 873 838 657
Soudan	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	3 445 030 310	730 584 771	4 175 615 081
Tchad	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 367 572 824	326 948 382	1 694 521 206
Ukraine	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2023–2024)	Intervention face à une crise	1 904 078 061	174 978 707	2 079 056 768
Ouganda	Plan stratégique de pays (2018–2025)	Intervention face à une crise/causes profondes/renforcement de la résilience	1 878 690 193	115 648 389	1 994 338 581

¹ Sur certaines lignes, la somme du coût total du budget approuvé et du coût total de la révision peut différer de plus ou moins 1 dollar par rapport au coût total du budget révisé en raison des arrondis.

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2023¹					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par la Directrice exécutive en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
Guatemala	Plan stratégique de pays (2021–2025)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	321 834 969	116 317 536	438 152 504
Nicaragua	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	132 139 896	19 614 679	151 754 575
Pakistan	Plan stratégique de pays (2023–2027)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	780 786 414	6 549 493	787 335 907
Révisions approuvées par des directeurs régionaux					
Mali	Plan stratégique de pays (2020–2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	1 154 917 807	162 472 385	1 317 390 192
Iraq	Plan stratégique de pays (2020–2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	600 878 218	100 156 829	701 035 047
Libéria	Plan stratégique de pays (2019–2026)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	106 088 800	34 787 191	140 875 991
République populaire démocratique de Corée	Plan stratégique de pays provisoire (2019–2024)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	214 991 536	32 725 686	247 717 223
Sri Lanka	Plan stratégique de pays (2023–2027)	Intervention face à une crise/causes profondes	74 871 830	30 002 389	104 874 219

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2023¹					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Madagascar	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	628 369 039	27 134 625	655 503 665
Sénégal	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	105 963 944	26 490 216	132 454 160
République de Moldova	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2022–2024)	Intervention face à une crise	59 852 708	26 224 430	86 077 137
République du Congo	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Intervention face à une crise	197 554 256	21 092 305	218 646 561
Équateur	Plan stratégique de pays (2023–2027)	Intervention face à une crise	144 353 752	20 950 969	165 304 721
Cuba	Plan stratégique de pays (2021–2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	55 958 956	19 105 569	75 064 525
Caraïbes	Plan stratégique multipays (2022–2026)	Renforcement de la résilience	69 515 111	8 226 219	77 741 331
Angola	Plan stratégique de pays provisoire (2020–2024)	Intervention face à une crise/causes profondes	63 447 227	6 104 708	69 551 935
République-Unie de Tanzanie	Plan stratégique de pays (2022–2027)	Intervention face à une crise	363 071 130	4 433 891	367 505 022
Inde	Plan stratégique de pays (2023–2027)	Renforcement de la résilience/causes profondes	27 606 714	4 140 991	31 747 704

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2023¹					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Tchad	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Renforcement de la résilience	1 694 521 206	2 407 414	1 696 928 620
Révisions approuvées par des directeurs de pays					
Togo	Plan stratégique de pays (2022–2026)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	17 653 978	12 712 383	30 366 360
Türkiye	Plan stratégique de pays (2023–2025)	Intervention face à une crise	176 822 383	10 054 419	186 876 802
République kirghize	Plan stratégique de pays (2023–2027)	Renforcement de la résilience	90 939 116	9 192 208	100 131 324
Timor-Leste	Plan stratégique de pays (2023–2025)	Intervention face à une crise	13 973 015	2 089 092	16 062 107
Libye	Plan stratégique de pays (2023–2025)	Intervention face à une crise	129 938 452	1 261 061	131 199 512
Bhoutan	Plan stratégique de pays (2019–2024)	Causes profondes/renforcement de la résilience	8 942 053	590 673	9 532 726
Philippines	Plan stratégique de pays (2018–2024)	Renforcement de la résilience/causes profondes	115 857 206	0	115 857 206
Coût total des révisions pour le PAM: 7 829 768 535 dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSMP	plan stratégique multipays
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition